L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil Général de la Nouvelle-Orléans, de la Première et de la Troisième Municipalité.

Imprimé par J. Rayon.

JOURNAL DE PUBLICATION—LUNDI, MERCREDI, VENDREDI ET SAMEDI.

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 30 SEPTEMBRE 1836.

POUR PRESIDENT
MARTIN VAN BUREN.

POUR VICE-PRESIDENT:
RICHARD M. JOHNSON.

"Je déclare que non seulement vous, mais la population entière des Etats-Unis comprises bien à présent que, si le désir de ceux qui veulent m'élever à la suprême magistrature était satisfait, je devrais, dans l'exercice des fonctions de Président, me montrer toujours l'inflexible et constant adversaire de toutes les mesures du Congrès qui tendraient à abolir l'esclavage dans le district de Columbia, conjointement aux vœux des Etats dans lesquels l'esclavage existe, et je prendrai la résolution que rien ne pourra ébranler de m'opposer à la moindre interférence à ce sujet.—*Martin Van Buren.*

ELECTEURS DU PRESIDENT ET DU VICE-PRESIDENT DES E.-U.

1re. DISTRICT	J. B. PLAUCHÉ.
2me. DISTRICT	T. W. SCOTT.
3me DISTRICT	T. LANDRY.
4me. DISTRICT	A. MOUTON
5me. DISTRICT	P. E. BOSSIER.

EXTRAORDINAIRE POUR LA SAISON.

La goëlette à vapeur Huntsville est arrivé hier au soir du Bayou Sarah, avec un chargement de 1000 balles de coton de la récolte actuelle! C'est le plus beau voyage qui ait encore été fait depuis l'introduction du nouveau coton. La Columbia n'avait apporté que 750 balles.

Les journaux du nord annoncent la perte d'une grande quantité de récoltes par les froids excessifs qui régnaient dernièrement. (Voir le commercial.)

Attentat à la Morale Publique.—Nous apprenons que dans la matinée de mercredi dernier, le cadavre d'un individu, trouvé mort dans un des quartiers de la Nouvelle-Orléans, a été exposé dans la ruelle qui se trouve entre l'église et la maison de ville. Le corps était placé dans un cercueil à moitié ouvert, presque nu, et de manière à ce que les passans eussent sous les yeux le spectacle le plus triste et à la fois plus dégoutant. Sur la requête d'un grand nombre de citoyens respectables, le cadavre a été transporté dans un endroit privé, pour attendre la levée du corps, de coroner, et le rapport du juri d'enquête.

SUICIDE.—Un individu du nom de John R. Dunn, avocat domicilié dans la paroisse de Natchitoches, et depuis quelques jours à la Nouvelle-Orléans, s'est suicidé hier, à l'Hôtel Bishop, en se faisant sauter la cervelle d'un coup de pistolet. On ignore les motifs de cet acte de désespoir.

Le chargement de la goëlette *Halcyon*, consiste en $32,345 en espèces, consignées à diverses maisons de commerce de cette ville.

MEXIQUE.—La goëlette Halcyon, arrivée hier de Matamoros, nous fournit nos dernières nouvelles du *Mercurio* jusqu'au 16 du courant. Elle a apporté également des lettres commerciales de cette ville jusqu'au 19, dont nous donnons quelques extraits.

La question la plus importante, (commercialement parlant) qui occupe maintenant le Mexique est une proclame du président pro-tempore qui se trouve publiée dans une feuille de la Vera-Cruz de la fin d'août, statuant que, "en conséquence des négociations pendantes entre le gouvernement Espagnol et celui d'Espagne, pour la reconnaissance, par ce dernier, de l'indépendance du Mexique, tous les ports de la république sont ouverts aux navires espagnols sur les bases de la réciprocité. Ces bases ne sont pas encore établies.

L'opinion à Matamoras était que l'indépendance du Mexique serait reconnue. Il nous est encore permis d'en douter encore, tant que les affaires de la Péninsule ne seront pas arrangées.

Une lettre de Tampico du 5 septembre reçue à la Nouvelle-Orléans par la voie de Matamoras, annonce que les autorité de cette ville étaient indécises si elles devaient ou non saisir la goëlette Créole, comme on l'avait déjà fait pour les goëlettes Hunters et Indiana.

La même lettre annonce que le général D. Anastasio Bustamente, l'ex-vice président du Mexique se forcé par Santa Anna de quitter le pays, était arrivé à Mexico, et que Bravo n'avait assumé le commandement de l'armée contre le Texas que pour le lui remettre, et commander en second sous lui.

Le général Urrea, [illegible] a été destitué de ses [illegible] pour y répondre aux [illegible] contre lui. La personne qui nous donne cette nouvelle ajoute que tout était tranquille à Mexico à l'époque de son départ, et qu'il [illegible] hommes de troupes dans la ville.

Nous voyons cependant, dans une circulaire datée du 11 [illegible] que [illegible] par différens officiers de l'armée qui les [illegible] se plaignaient [illegible] qui se passait à Mexico. D'après [illegible] connaissance de la médiation de Bravo [illegible] chef; mais il l'a [illegible] ne leur contrariait et ils sollicitaient vivement le Congrès pour avoir Urrea à leur tête. Cette circulaire ajoute que la ville est dans le plus grand embarras pécuniaire. Point d'argent pour solder la paie des soldats et des officiers; point de rations à leur fournir. Que, d'un autre côté, le gouvernement faisait de folles dépenses pour continuer la guerre; par exemple de faire envoyer à grands frais dix autres pièces de canon tandis que les 27 que l'on avait à Matamoras étaient plus que suffisantes pour faire la campagne. Tout cela, disaient les signataires était calculé de manière à faire gagner de 3 à 400 pour 100 à un nommé Manuel Barrera, fournisseur général de l'armée.

La circulaire se termine en disant qu'un nuage épais enveloppe les affaires de la campagne prochaine; qu'il est impossible de savoir quelle en seront les résultats; mais que tôt ou tard ce nuage crèvera et qu'assurément il y aura nombre de personnes qui ne seront pas contentes de la pluie qu'elle produira (muchos que no quedaran contentos de la lluvia que la nube producira.)

Le *Mercurio* du 9, nous apprend que les Indiens Lipans commettaient de grandes dépréditions sur les deux bords de l'Arroyo Colorado. Au rancho de la Jarita ils avaient tué douze d'individus entr'autres les nommés Antonio Garcia, Cecilio Garcia, Juan Nepomuceno, Celedon Garza et un domestique de D. Nicolas Cabazos, appelé Donicio Galban. Ils avaient enlevé neuf troupeaux, une cavalcade entière de chevaux appartenants à une attache (atajo) de mules. Ils enlevèrent également un grand nombre de femmes et d'enfans à un autre rancho qu'ils n'abandonnèrent qu'après l'avoir brûlé. Ils firent ensuite une entrée à l'Agostadero de la Tara et volèrent toute la cavalade de D. Quinto Cantri, toute celle de D. Julian Garza, ils tôrent également à l'Agostadero le garde de la Saline, le caporal de D. Ramon Cabazos Guerra, celui de D. Santiago Cardenas, celui de D. Juan Nepomuceno de la Garza, sans compter un grand nombre d'autres individus qu'ils blessèrent. On estimait à plus de deux cent cinquante le nombre de troupeaux qu'ils avaient enlevés. La perte est dit-on irréparable jusqu'en [illegible].

TEXAS.

Par un arrivage de Velasco nous recevons [illegible] ses du Telegraph, seul journal qui se publie [illegible] tenant au Texas jusqu'au 6 du courant. [illegible] contiennent rien d'importans sur la situation actuelle de la nouvelle république.

D'après un tableau de la paie des officiers au service texien, il paraîtrait que les appointemens du major général sont fixés à 6000 par mois; ceux du commissaire général des achats 3000; par mois de quartier-maître général 2500, du colonel de cavalerie 300 par mois, les autres officiers sont officiers et soldats de 75 à 60. Les rations sont en proportion de la paie.

Par les passagers arrivés nous apprenons verbalement que Stephen F. Austin, le même individu qui avait été arrêté dans le courant qu'il cherchait à délivrer Santa Anna, était parvenu à se sauver de sa prison, mais qu'il avait été bientôt [illegible] arrêté. Son procès devait avoir lieu sous peu de jours; et l'opinion générale était que alors même qu'il serait acquitté quant à la charge d'enlèvement, il serait encore jugé par la Cour Suprême comme espion du gouvernement mexicain.

Un autre individu nommé Marks a été jugé et condamné à être fusillé le 15 du courant pour avoir déserté l'armée texienne et s'être réuni aux Mexicains. On l'aurait comme espion sur il apportait des communications au commandant mexicain.

Extrait d'une lettre (1) datée de
[illegible] septembre 1836.

"Nous vîmes [illegible] troupes mexicaines, débarquer et, quelque [illegible] nombre s'élève à au moins [illegible] hommes. Elles sont sans argent, ce qui rend leur position plus désavantageuse qu'elle ne le serait autrement. Elles sont également divisées en opinions politiques, et plusieurs tentatives ont été faites pour [illegible] gouvernement. Pour du [illegible] deraisonne nous le supposons, car [illegible] au cas d'un semblable événement, rien [illegible] ne plus déclarer un état de siège, et [illegible] le mort du nombre d'individus qui [illegible] la perte de l'argent et des propriétés appartenant aux [illegible] ce. Une opinion assez répandue est que si [illegible] [illegible] [illegible]

(1) Cette lettre est d'une source des plus respectables.

(2) Note du rédacteur.

toile solitaire (3) venait à jeter sur une rivière la ville serait une conquête facile: 1500 hommes réussiraient à la prendre, et, probablement, sans avoir besoin de tirer un seul coup de canon. Rien n'annonce l'approche d'aucune troupe de l'intérieur, et l'on croit généralement que le Mexique n'est plus en état d'envoyer jamais aucune nouvelle force armée contre le Texas. L'indépendance de ce pays paraît donc une chose positive.

L'emprunt forcé a été mis à exécution en cette ville. Jamais il n'y a eu rien de plus grande mortification que de voir un officier pénétrer dans l'intérieur des magasins et de dire qu'il y venait pour recevoir au nom du gouvernement la quote part exigée.

(3) L'étendard de la république texienne.

Le Telegraph du 6, publie une liste des officiers faits prisonniers ou tués à la mémorable bataille de St Hyacinthe, ainsi que leur âge et leurs grades respectifs. Le manque de place nous force à l'ajourner à notre prochain numéro.

Nouvelles plus récentes d'Espagne—Soulèvement du peuple à Cadix—Proclamation de la constitution de 1812.

Nous apprenons par nos journaux de correspondance, que le brick Montevideo, capitaine Ferran est arrivé à New-York, venant de Cadix d'où il est parti le 6 août. Par cette voie on a reçu la nouvelle que la population entière de Cadix s'était soulevée le 28 juillet, ou à peu près à cette époque, demandant la proclamation de la constitution de l'an 12; que s'étant jointe à un régiment de 1200 hommes, nouvellement établi, elle se rendit auprès du colonel qui commandait ce corps. Celui-ci s'était caché, mais ayant été découvert dans sa retraite et voyant qu'il le militaire faisait cause commune avec le peuple, il se rendit à la demande; et de concert avec les fonctionnaires publics, il fit prêter les sermens d'usage. La population de port Ste. Marie et celle de Xérès se préparaient à suivre l'exemple des habitans de Cadix.

Le gouvernement de la Reine semblait devenir de plus en plus impopulaire. Le mécontentement public était porté à un tel point que l'on supposait que ce gouvernement ne se rétablirait plus dans la confiance du peuple, quelque fut le genre de concession qu'il put faire dorénavant. Isturiz est hautement dénoncé comme l'auteur des nouveaux désastres de la Péninsule, et le général Cordova est qualifié du titre de traître. On prétendait que le dessein de ce dernier était de faire tomber les auxiliaires Anglais, sous les ordres du général Evans, entre les mains de Don Carlos. Aussi, dans le mouvement qui s'était prononcé à Cadix, le mot d'ordre du peuple avait été: "Mort aux ministres!—Mort à Cordova."

Le soulèvement de Cadix, celui de Malaga et les projets d'insurrection de Xérès et quelques autres villes méridionales de l'Espagne font voir que le parti libéral est fatigué [illegible] qu'il veut, que le gouvernement et les puissances [illegible] soient seules ont l'air de prolonger pour la ruine de la nation. Pour qu'il réussisse, cependant, et qu'il parvienne à mettre un terme aux dissentions politiques, il faut qu'il ait général. Que des frontières des Pyrénées jusqu'à la Colonne d'Hercule le peuple entière en masse et fasse entendre sa voix imposante et terrible, alors on pourra espérer une amélioration. La condition affligeante de la Monarchie! Un mouvement spontané et unanime du parti libéral ferait assurément plus de bien à ce royaume que l'intervention la mieux entendue de toutes les Cabinets européens.

S'il faut ajouter foi à une rumeur qui circule en ville depuis quelques jours et que serait fondée sur certaines lettres reçues de la Havane, une semblable insurrection se serait manifestée dans la Catalogne; Mina se serait vu contraint d'abandonner la province, et la constitution de l'an 12 y aurait été proclamée. Les gazettes de la Havane ne disent cependant rien à ce sujet; mais nous n'en sommes pas étonné: car, la politique de Tacon est de tenir ces nouvelles secrètes, pour éviter un mouvement général dans l'île. Si ce mouvement avait lieu, le peuple en profiterait sans doute pour se déclarer indépendant.

Nouvelles d'Espagne de quelques jours plus récentes.

Depuis que nous avons livré à la composition le sommaire des nouvelles apportées à New-York par le brick Montevideo, nous avons reçu par la voie d'un arrivage à Boston d'autres nouvelles non moins importantes de la Péninsule. Elles nous confirment dans notre opinion que le mouvement du parti libéral est unanime dans toutes les provinces du Sud, et que le jour est enfin arrivé où il n'y aura plus qu'une voix en Espagne, celui de rétablir la constitution de l'an XII.

C'est à coup sûr ce mouvement que redoutaient les puissances continentales et l'Angleterre, lorsqu'elles s'empressaient à leur offrir aux [illegible] diplomatiques pour prendre une part active en intervenant dans la guerre civile. Et si nos lecteurs se souviennent des remarques que nous eûmes l'occasion de faire il y a cinq ou six mois, dans un article intitulé: "L'intervention européenne en Espagne." Ils verront qu'elles se trouvent justifiées par les circonstances actuelles. Nous avons dit, il nous semble, que le parti libéral, s'il se prononçait [illegible] serait [illegible] vernement est hors de ligne, il a adopté ses seules institutions politiques que l'on connaissait—Soit: mais jetons les yeux en Europe. Qu'était la France sous le règne de Louis XV et le commencement de celui de Louis XVI? Que devint-elle après 87? Que fut elle en 93, sous le consulat, sous l'Empire? Qu'est-elle enfin depuis la révolution de juillet? Dans ces différentes époques elle a subi, nous pouvons faire usage de l'expression, toutes les différentes phases de la civilisation. Une seule lui manque encore pour arriver à son apogée mais il faut une autre révolution et comme conséquence, le gouvernement populaire.

En Angleterre, le peuple était [illegible] lorsque le roi Jean lui donna cette [illegible] qu'il gouverne jusqu'à présent, depuis [illegible] siècles? Non, mais grâce à cette charte elle [illegible] à la tête des nations les plus civilisées du monde.

Si on veut maintenant des contrastes, nous les trouverons dans l'histoire ancienne. Ouvrons-la, et voyons quel rôle jouaient Rome, Athènes et Lacédemone, lorsqu'elles étaient régies par un gouvernement populaire ou purement démocratique? Riches et éclairées dans l'intérieur, puissantes et redoutées au dehors.—Mais bientôt la république disparut pour faire place à la royauté, que l'on appelait alors constitutionnelle, mais qui n'en parvint pas moins à replonger ces peuples dans les ténèbres de la barbarie et de l'ignorance la plus hideuse.

Maintenant, néanmoins le même danger n'est plus à craindre. Les idées de libéralisme sont trop répandues sur la surface du globe pour que l'on ait à redouter le retour du règne de la barbarie. Chaque pays, plus ou moins rêve son indépendance nationale. Le germe pour être long à se développer, mais il doit éclore un jour, et ce jour le monde verra **le gouvernement populaire proclamé d'un pole à l'autre.**

SALON DE LECTURE DE TOPLIFF
Boston, 12 Sept.—1 heure, P M

Dernières nouvelles d'Espagne.—Par l'arrivée du navire *Friendship*, capitaine Blackler, de St. Ubes, d'où il est parti le 19 du mois dernier, MM. Topliff ont reçu une liasse du *Lisbon English Journal* jusqu'au 1er dernier, qui contient des nouvelles importantes relatives aux affaires d'Espagne.

Les troubles continuaient toujours en Espagne, et paraît maintenant très probable que le gouvernement actuel sera renversé. La constitution de 1812 a été solennellement proclamée à Cadix, Séville et Badajos, comme à Malaga. A Séville, au reçu d'une dépêche envoyée aux autorités par le gouvernement civil de Cadix, on a fait rassembler les officiers supérieur de la garde nationale et on leur a donné connaissance de ce qui était survenu à Cadix—la proclamation de la constitution de 1812. Il fut alors convenu de mettre en rang tous les corps, afin de s'assurer de l'esprit qui les animait. Le résultat fut qu'ils nommèrent de commissaires, lesquels exprimèrent les vœux suivans comme étant ceux de leurs constituents:

1o. Que les ministres soient renvoyés, ainsi que le général Cordova, et qu'un commandant en chef, digne de la confiance de la nation, soit nommé

2o. Qu'une assemblée de cortés constituentes soit convoquée sur les principes établis dans la constitution de 1812; et

3o. Que l'obéissance ne soit plus observée envers le gouvernement actuel.

Quant à ce qui a rapport aux deux premiers articles, le gouverneur civil y a donné son assentiment. Et à l'égard du troisième, la rupture ouverte avec le gouvernement existant, il était encore sous considération.

Nous voyons par ces journaux, que Madrid était en état de révolution. *La Revista*, (journal de Lisbonne) du 9 août, dit qu'on avait reçu la nouvelle qu'une révolution avait éclaté, avec une grande effusion de sang, et qu'elle eût pour résultat le renvoi d'Isturiz et la nomination de Mendizabal comme premier ministre de la reine, avec la promesse de donner à l'Espagne une constitution et d'instituer deux chambres. Ceci, néanmoins, a été mis par le Journal de Lisbonne du 13, qui dit: "Nous regrettons de voir que M. Mendizibal n'est pas en fonction, et qu'au contraire le ministère actuel continue sa carrière de malheur et d'anarchie, *et vient de déclarer Madrid en état de siège.*" Une des causes du tumulte qui a eu lieu à Madrid, est, dit-on, le renvoi de l'assemblée des cortes du 11 au 15 août.

MADRID, 5 août.

Nous sommes assurés que l'ambassadeur français auprès de notre cour, a déclaré que si, en conséquence des mouvements insurrectionnaires qui ont déjà commencés, les bases fondamentales étaient appliquées par la constitution de 1812, toutes relations diplomatiques cesseraient immédiatement avec le gouvernement ainsi établi, et que les passeports seraient demandés.

Isturitz, président du ministère Espagnol, est retenu au lit, avec une fièvre inflammatoire violente.

Ces journaux donnent la nouvelle de la mort du lieutenant-général Evans, commandant de la division anglaise au nord de l'Espagne. Il est mort d'une maladie de langueur.

Tout est tranquille en Portugal.

Nouvelles de Londres, plus récentes d'un jour.

Le navire *Frances-Ann*, capitaine Soulé, est arrivé de New-York dans la matinée du 13 du courant, venant de Londres, d'où il a apporté un numéro du *Chronicle*, du 9 août.

Nous apprenons que dans la matinée de ce jour, toute l'attention, non seulement de la Bourse, mais la ville en général se portait sur les funérailles de Rothschild. Le cortège était suivi par tout ce qu'il y avait de gens opulens et d'aristocrates. C'était qui voudrait payer le dernier tribut de respect à la mémoire du capitaliste défunt.

D'après ces circonstances, les affaires de la Bourse ont été comme on devait raisonnablement s'y attendre, en grande partie suspendues. Le cours des actions anglaises, néanmoins éprouvèrent un léger changement. Les consolidés ne varièrent point de toute la journée, mais les bills de l'échiquier subirent une baisse de 1. Les actions de Banque, au contraire, s'améliorèrent de un pour cent.

Les affaires furent également de bien peu d'importance pour les actions étrangères

Le bill sur le droit du timbre occupait encore les séances de la chambre des Lords sans que l'on en fut venu à une connaissance approximative du résultat de cet acte. Cependant on pensait qu'un nouveau bill serait introduit à la place du premier que l'on considérait comme trop défectueux.

Un homme a été condamné dernièrement, à Boston, à une amende de deux piastres, pour avoir roulé sa brouette sur le trottoir.

La loi qui impose cette amende nous paraît très large, en ce que cette partie du chemin public doit être spécialement consacrée à l'usage des piétons. Et d'ailleurs, les réparations des trottoirs étant entièrement à la charge des propriétaires, n'y aurait-il pas une espèce d'arbitraire de la part des magistrats chargés de la police d'une ville, ou de celle des autorités dont le devoir est de faire des ordonnances équitables pour la masse de la population, de prévenir un de cet abus qui tendent à faire peser une contribution énorme quoique indirecte sur quelques uns des citoyens?

Long-temps nous avons observé l'apathie avec laquelle le public de la Nouvelle-Orléans voyait les empiétemens que l'on faisait sur ses droits. Si nous n'avons rien dit, c'est que la voix d'un journaliste ne produit aucun effet, quand il s'agit du redressement d'un abus. Que l'on examine néanmoins ce qui se passe dans nos rues, on se convaincra qu'il n'y a pas de jour où des centaines de brouettes n'encombrent pas les trottoirs; pauvre incendie où les pompes, (dont nous reconnaissons toutefois l'importante utilité) ne choisissent de préférence cette voie pour se rendre aux lieux où leur présence est nécessaire. Le dirons nous enfin? nos trottoirs sont très souvent l'endroit où les menaces des cavaliers, lorsqu'ils veulent éviter la rencontre d'un dray, ou le moindre passage d'une rue. Et s'il était même besoin que voitures de pouvoir passer leurs roues sur le pavement réservé aux piétons, nous croirions qu'elles le choisissent de préférence à tout autre chemin. Tout cela se passe cependant sous les yeux des officiers de police et du public en général, et jusqu'à présent aucun remède n'a été apporté à l'abus existant! De quelle utilité sont donc nos réglemens de police?

* La critique est à l'auteur, ce que le cavalier est à son courrier. Telle est la pensée que nous lisons dans le *Pennsylvanian* du 14. L'éditeur a voulu dire apparemment que la critique [illegible] écrivain en bride. Si tel est le cas, le *Pennsylvanian* ne se serait-il pas trompé? Nous le croyons; car nulle époque, n'est plus féconde en bons ou mauvais ouvrages que celle où il y a le plus de censure ou de lopinage.

Parmi les 40 personnes arrêtées à Paris sous la charge de conspiration contre la vie du roi, (dit le Sentinel de Philadelphie du 14) [illegible] 24 vieilles femmes.

Sacrilége.—La Cathédrale de St. Patrick, à Philadelphie, a été violée dans la nuit du 11 du courant par quelques voleurs qui sont parvenus à s'y introduire après avoir fracturé une des fenêtres de la sacristie. Ils cherchèrent à briser le coffre fort en fer qui contenait les vases, bijoux et ornemens sacrés de l'église; mais n'y réussissant pas, ils défoncèrent les boites de secours où l'on avait déposé les dons faits en faveur des pauvres. Ils y trouvèrent et s'emparèrent environ de 15 piastres en [illegible]. Après cela, ils s'emparèrent du Calice, du Ciboire, d'une [illegible] dans les deux espèces. Ne trouvant plus rien à prendre, les voleurs se retirèrent par le même chemin où ils étaient entrés. Une superbe récompense a été offerte pour leur arrestation, par l'évêque et la congrégation de cette Cathédrale.

Un des journaux de Philadelphie, en parlant de l'exposition en notre ville des tableaux de Santa Anna et d'Almonte, dit que d'après la foule qui accourait pour voir ces deux peintures elles devaient être d'un beau fini et surtout d'une parfaite ressemblance. Nous ne sachons pas que c'ait été le cas. Tout ce que nous pouvons dire, d'après le témoignage de quelques connaisseurs qui ont eu la curiosité d'aller voir l'exposition, c'est que l'un et l'autre des tableaux étaient de fameuses croutes.

Un Allemand nommé Hesser, a trouvé le secret d'ouvrir un coffre-fort de l'invention [illegible] de M. Diano, exposé à l'institut mécanique de New-York. Une récompense de [illegible] piastres avait été offerte à celui qui trouverait le secret. Un homme comme M. Hesser doit être bien dangereux pour une ville à grands capitaux, s'il n'est pas doué, d'ailleurs, d'une probité extrême.

Lord Selkirk et M. Simpson, gouverneur des territoires appartenant à la Compagnie de la baie de Hudson sont arrivés le 5 du courant, à Lachine. Ils avaient fait leur voyage, de cette baie, dans une petite pirogue.

Choléra à Charleston.—Du 16 au 19 du courant il y a eu 19 cas de choléra de rapportés par la commission du Bureau de Santé; savoir: 6 sur les blancs et 13 sur les noirs et hommes de couleur. Résultat, 5 décès. Sur le nombre des 13 de la veille il n'y avait eu qu'un décès.

Marche de la maladie depuis son envahissement:—
296 cas et 72 décès. Le choléra, à la dernière date avait 20 jours d'existence; ce qui fait environ 10 à 5 cas et 2 décès par jour.

A comparer ce résultat à celui qui a eu lieu dans tous les pays où cette épidémie s'est portée on doit être réellement surpris qu'elle ait été si peu intense à Charleston. Cela viendrait sans doute des mesures sanitaires dont on a fait usage dans cette ville.

Importante amélioration sur les chemins de fer.

Un correspondant d'un journal de Philadelphie, dit *Sherry Patriot* du 19, fait part d'une invention de M. Benjamin M. Sargent, qui promet de prévenir un [illegible] de dangers et de troubles sur les chemins [illegible] amélioration s'applique à ces endroit du chemin [illegible] adaptés aux rods mobiles pour laisser passer [illegible] une branche à l'autre. Elle consiste à placer [illegible] sur la coulisse de manière à donner la direction [illegible] par le moyen d'une [illegible] dont l'ingénieur [illegible] peut se servir, sans qu'il faille employer le [illegible] autre personne.

Conseil de la Trois [illegible]

Séance de Mercredi 28

Le conseil s'est assemblé [illegible]
nement.

Une demi heure après l'heure fixée, [illegible] ayant appelés les membres à l'ordre et invité le secrétaire à faire l'appel nominal, les membres présens furent, Messrs. Davis-Seaud, Pépoil, et Lara. Membres absens, Messrs. Marigny, Lespinasse et Percy—Mr. Kilshaw, absent par cause de maladie.

Les membres présens n'étant pas en nombre suffisant pour former le quorum, le conseil s'est ajourné à mercredi prochain 5 octobre, à 5 heures du soir.

Pour copie conforme,
J. B. S. ST. AMANT,
Secrétaire.

Police Correctionelle de Paris.

—MARIN (Pre-Louis), 45 ans, cocher de fiacre, est accusé d'avoir porté un coup de couteau à un garçon marchand de vin, et de lui avoir coupé la lèvre supérieure.

—Un instant donc, mon président, maintenant que vous avez entendu c'monsieur et ses faux témoins, y m'semble que vous devez recevoir aussi ma déposition. Du moins, v'là l'idée que j'me fais; qu'on ne condamne pas un homme, voi! semblable, sans écouter ses raisons. Pour lors le 16 d'avril, j'montre chaussée de Clignancourt; j'avais avec moi un apprenti; j'dis à mon apprenti: garde la fiacre, et tâche de me faire charger que j'me rafraîchisse l'estomac. J'entre, et j'dis: ho hé! la maison, qu'est-ce-j'dis à manger? On me dit: y a, ça, et ça, et ça, et